



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Haïti

DIEM – Données en situations d'urgence Bulletin de suivi, cycle 3

Résultats et recommandations
Mars 2023

Résultats clés

- > De nombreux ménages présentent un important déficit de consommation alimentaire et plus de la moitié d'entre eux n'a consommé qu'un ou deux groupes d'aliments le jour précédant l'entretien (les ménages dirigés par des femmes ont signalé des déficits plus importants que ceux dirigés par des hommes). La plupart des personnes interrogées a déclaré avoir adopté une stratégie d'adaptation d'épuisement pour éviter une aggravation des déficits.
- > Grand'Anse et le Nord-Ouest sont les départements qui affichent les plus mauvais résultats en matière de sécurité alimentaire, tant au niveau de la diversité alimentaire que de la faim. Ce sont également les départements qui ont le plus souvent fait état d'un besoin d'assistance.
- > Près de la moitié des ménages a eu recours à des stratégies d'adaptation d'urgence et un tiers de l'ensemble des ménages à la mendicité. Soixante-huit pour cent des ménages ont réduit leurs dépenses de santé, 31 pour cent ont cessé d'envoyer leurs enfants à l'école et 35 pour cent ont vendu des actifs productifs, compromettant ainsi leur capacité d'adaptation et leur production futures.
- > Plus de deux tiers des producteurs agricoles ont connu des difficultés de production, principalement en raison du manque de précipitations ou d'irrigation. Les producteurs végétaux constituent la catégorie de ménages ayant connu une plus grande insécurité alimentaire comparée aux éleveurs ou aux ménages non agricoles.
- > Soixante-quatre pour cent des éleveurs de bétail ont signalé des difficultés de production, la majorité d'entre eux les attribuant à des maladies ou à la mort d'animaux. Près d'un quart des personnes interrogées a rencontré des difficultés pour acheter des aliments pour animaux.
- > Les chocs les plus fréquemment signalés sont la maladie ou le décès de membres de la famille, l'impossibilité d'effectuer le travail habituel ainsi que la violence et l'insécurité/les conflits – reflétant le niveau d'insécurité en Haïti.
- > Quatre-vingt-quinze pour cent des ménages ont déclaré avoir besoin d'une assistance à court terme, principalement sous forme de transferts monétaires.

- > Ces résultats suggèrent que des transferts monétaires immédiats et/ou la distribution de nourriture, ainsi que la distribution d'intrants agricoles, sont nécessaires à court terme pour diminuer l'insécurité alimentaire. À long terme, les efforts devraient se concentrer sur les difficultés de production, telles que le manque d'irrigation et les maladies/la mort du bétail.

Méthodologie

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mené une enquête auprès des ménages en Haïti par le biais du système DIEM (Données en situations d'urgence) afin d'évaluer les moyens d'existence agricoles et la sécurité alimentaire. Ce troisième cycle d'enquête a concerné 2 053 ménages représentatifs au niveau départemental¹. L'enquête a ciblé les 10 départements haïtiens: Artibonite, Centre, Grand'Anse, Nippes, Nord, Nord-Est, Nord-Ouest, Ouest, Sud et Sud Est. Les ménages ont été sélectionnés par composition numérique aléatoire. Les entretiens ont été réalisés par téléphone et assistés par ordinateur. Près de 99 pour cent des entretiens ont été effectués entre le 24 novembre et le 24 décembre 2022. Le pourcentage restant a été collecté le 15 novembre 2022 au cours de la formation des enquêteurs.

Quatorze strates ont été créées à partir des 10 départements afin d'augmenter le nombre de répondants ruraux et la représentation de certaines zones de subsistance, en particulier Artibonite HT04 (riz, plantains) et Ouest HT05 (plaines bananières de l'Archaie)². Les données ont été pondérées au niveau administratif 1 par le niveau d'éducation afin de corriger le biais potentiel introduit en faveur des ménages urbains et plus riches (possédant un téléphone). Des pondérations de base se référant aux décomptes de population ont été créées pour les 14 strates afin de distinguer les différences de tailles de population et de richesse des zones de subsistance au sein d'un même département.

Les zones de subsistance HT01, HT07 et HT08 ont été établies après la collecte des données en utilisant des informations administratives de niveau 3 permettant de désagréger l'analyse. La zone de subsistance HT01 dans le Nord-Ouest comprenait 56 ménages, la zone HT07 de Grand'Anse 108 ménages et la zone HT08 dans le Sud 141 ménages. Cependant, le nombre d'observations est souvent trop faible pour être représentatif au niveau de la zone de subsistance.

Figure 1. Pays bénéficiant des systèmes DIEM-Suivi



Source des données: FAO. 2023. DIEM-Suivi. Dans: *FAO Plateforme Données en situations d'urgence*. Rome. [consulté le 12 janvier 2022] data-in-emergencies.fao.org

Source de la carte: Nations Unies. 2023. Carte du monde. [consultée le 12 janvier 2023] un.org/geospatial/content/map-world

Les pointillés correspondent approximativement à la ligne de contrôle au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Les parties n'ont pas encore réglé la question du statut définitif du Jammu-et-Cachemire. Le tracé définitif de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été défini.

À propos de DIEM-Suivi

La FAO a mis en place le système DIEM-Suivi pour collecter, analyser et diffuser des données sur les chocs, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire dans les pays concernés par de multiples chocs. DIEM-Suivi vise à étayer la prise de décision en fournissant des informations régulièrement mises à jour sur la façon dont les différents chocs touchent les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations impliquées dans l'agriculture.

DIEM-Suivi repose sur des tableaux de bord présentés par pays. Le lecteur est invité à explorer ces tableaux afin d'obtenir davantage d'informations sur le contexte de Haïti et des autres pays suivis.

> Pour plus d'informations: <https://data-in-emergencies.fao.org/pages/monitoring>

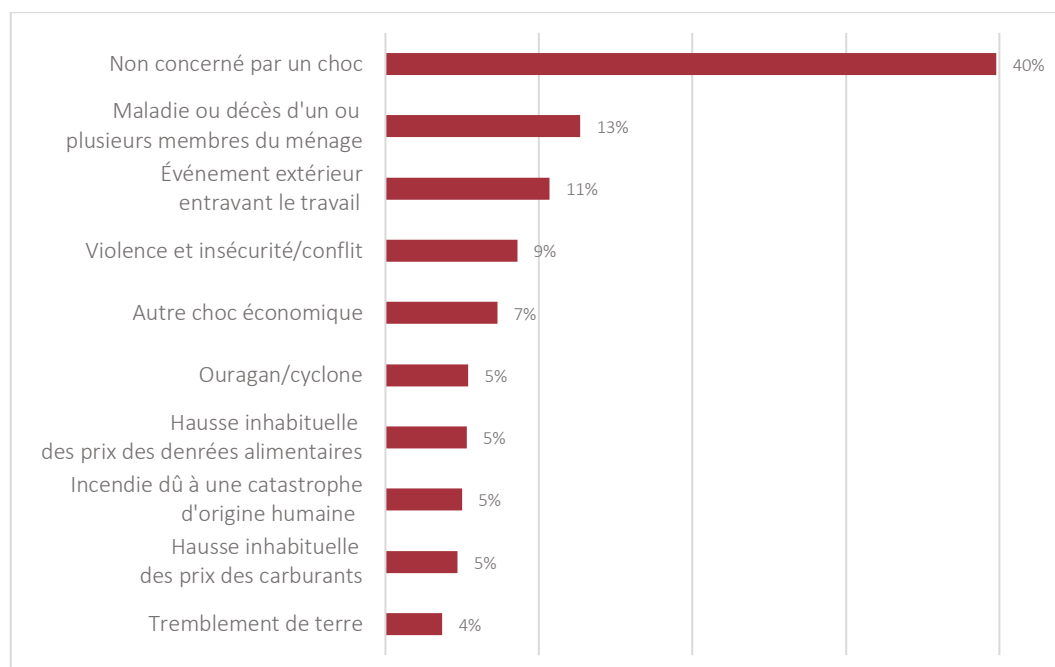
Revenus et chocs

Cinquante-six pour cent des ménages interrogés ont signalé une baisse de leur principale source de revenus au cours des trois mois précédant l'enquête. Parmi eux, 33 pour cent ont eu recours à la mendicité comme stratégie d'adaptation et plus de 75 pour cent au crédit. Les éleveurs ont davantage signalé des baisses de revenus, mais ils présentent de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire que les producteurs de cultures ayant subi des baisses de revenus. Les éleveurs (y compris ceux impliqués dans les cultures) constituent la catégorie de ménages ayant vendu le plus grand nombre d'actifs productifs, suggérant qu'ils disposent de plus d'actifs à vendre et peuvent donc s'engager dans d'autres stratégies d'adaptation avant de réduire leur consommation alimentaire. Les ménages du Nord-Ouest et du Sud ont davantage rapporté d'importantes baisses de revenus par rapport à une année normale. Les ménages sans revenu principal et qui ont recours à l'endettement ou à l'épargne ont obtenu des résultats inférieurs pour les indicateurs de sécurité alimentaire, notamment sur l'échelle de la faim des ménages. Les ménages dont la principale source de revenus ne provient pas de l'agriculture ont obtenu les meilleurs résultats sur l'échelle de la faim des ménages. Les producteurs végétaux ont été le groupe le plus touché.

Compte tenu de l'inflation très élevée qui touche le pays, moins de ménages qu'attendu ont signalé d'importants chocs sur les prix des denrées alimentaires ou des carburants. D'autres réponses indiquaient cependant l'impact des prix élevés notamment sur la commercialisation, le transport et les coûts des intrants. Dans l'ensemble, 11 pour cent des ménages ont été confrontés à des contraintes externes les empêchant de poursuivre leur activité, tandis que 8 pour cent d'entre eux ont été victimes de violences – le plus souvent dans le département de l'Ouest (13 pour cent dans l'ensemble, mais 17 pour cent dans certaines zones du département), dans l'Artibonite (11 pour cent) et dans Grand'Anse (8 pour cent).

En ce qui concerne les zones de subsistance, HT01 dans le Nord-Ouest a plus fréquemment signalé des baisses de revenus, suivie de HT07 (haricots, bananes et petit commerce) et de HT08 (maïs de la côte sud-ouest, manioc et produits de la brousse).

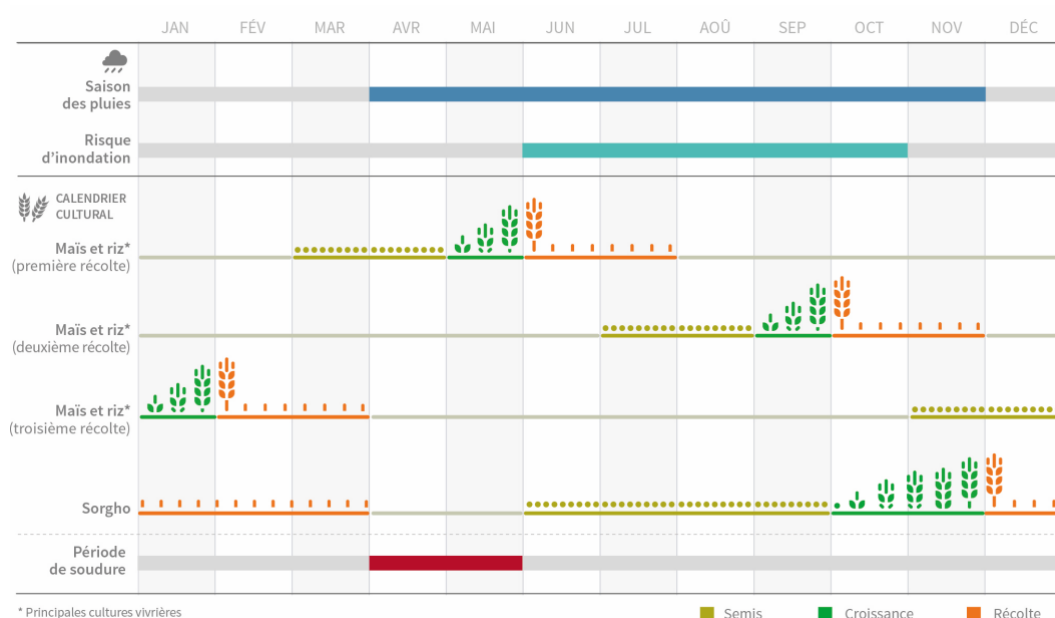
Figure 2. Principal choc au cours des trois mois précédant l'enquête
(pourcentage de ménages interrogés)



Source des données: FAO. 2023. Haïti: résultats de l'évaluation DIEM-Suivi (décembre 2022). Dans: *FAO Plateforme Données en situations d'urgence*. [en ligne]. Rome. [consulté le 3 février 2023] data-in-emergencies.fao.org

Cultures

Figure 3. Calendrier agricole de Haïti



Source: FAO. 2022. SMAR – Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture – Haïti, 12 août 2022. <https://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=HTI&lang=fr> (consulté le 3 février 2023)

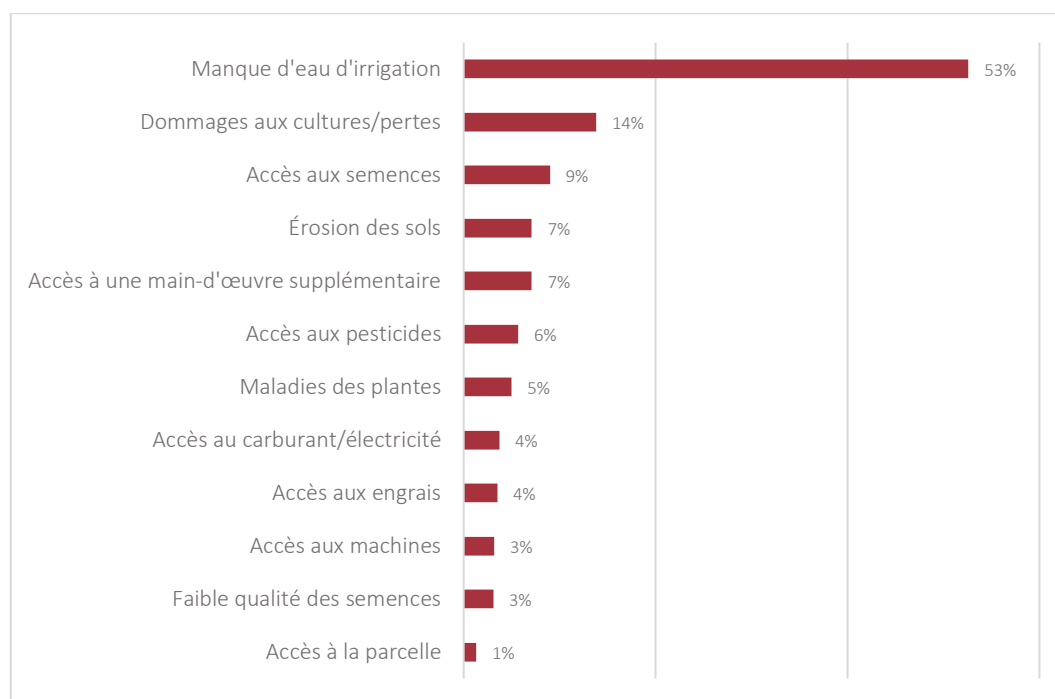
Les principales cultures produites sont les haricots³, le maïs, les bananes plantains, les ignames et le riz. La plupart des producteurs (65 pour cent) dépendent de l'eau de pluie pour irriguer leurs cultures; le manque de précipitations/irrigation est la difficulté de production la plus fréquemment signalée, suivie des pertes et des dommages causés aux cultures (figure 4).

Globalement, 69 pour cent des producteurs de cultures ont rencontré des difficultés de production; le département du Nord-Est a davantage signalé de difficultés. Plus de 50 pour cent de tous les producteurs de cultures ont déclaré des difficultés pour commercialiser leurs récoltes, l'accès aux marchés constituant le problème le plus courant (principalement en raison de l'insécurité). Cinquante-quatre pour cent des producteurs ont déclaré que le prix de vente de leur principale culture était plus élevé que la normale, en particulier pour le riz (une denrée largement importée à des prix compétitifs).

Les cultivateurs anticipant la vente de la majeure partie ou de la totalité de leur récolte ont obtenu de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire et ont moins souvent adopté des stratégies d'adaptation négatives que ceux prévoyant la consommation de la majeure partie ou de la totalité de leur récolte. Ces derniers déclarent également plus souvent que les difficultés d'accès aux marchés et la faiblesse de la demande constituent les principales difficultés de commercialisation.

En ce qui concerne les zones de subsistance, la zone HT01 présente davantage de difficultés de production (96 pour cent), suivie de la zone HT08 (68 pour cent) et de la zone HT07 (65 pour cent).

Figure 4. Difficultés dans la production de cultures (pourcentage de producteurs de cultures interrogés)



Source des données: FAO, 2023. Haïti: résultats de l'évaluation DIEM-Suivi (décembre 2022). Dans: *FAO Plateforme Données en situations d'urgence*. [en ligne]. Rome. [consulté le 3 février 2023] data-in-emergencies.fao.org

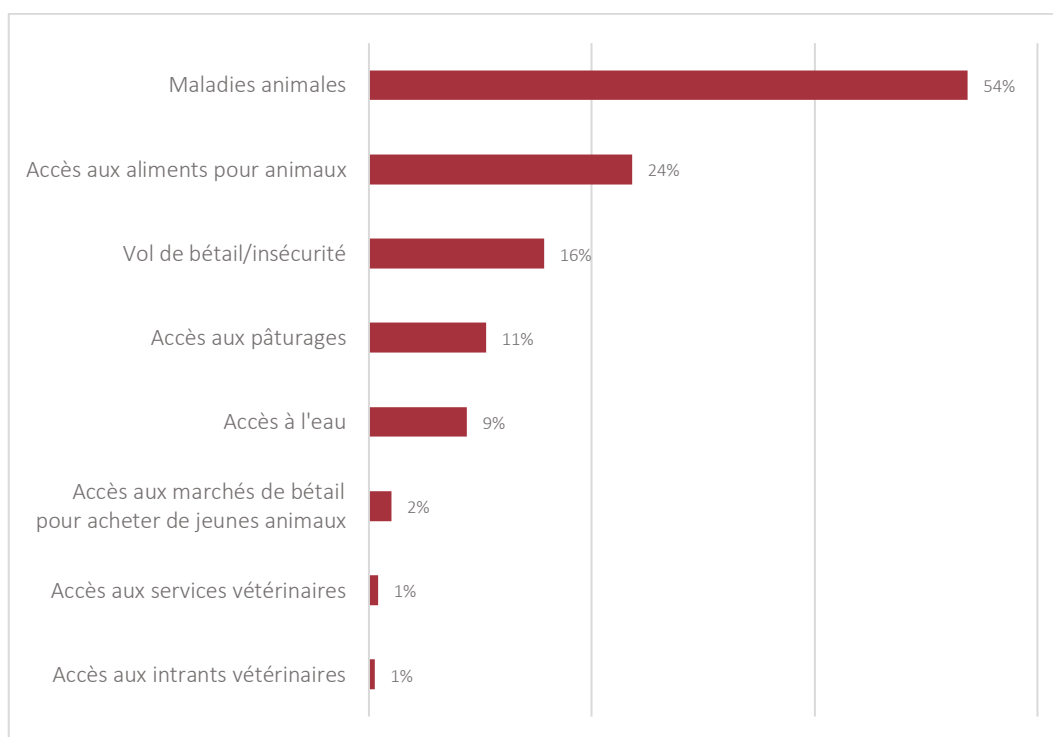
Élevage

Selon les résultats de l'enquête, les chèvres constituent l'animal le plus fréquemment vendu, mais aussi élevé comme source d'alimentation et de revenus par 45 pour cent des producteurs. Soixante-quatre pour cent des éleveurs ont été confrontés à des difficultés de production, plus de la moitié d'entre eux attribuant ces difficultés aux maladies ou à la mort du bétail (figure 5). Près d'un quart des ménages interrogés a rencontré des difficultés pour acheter des aliments pour animaux. En outre, 71 pour cent ont signalé une diminution du nombre de têtes de bétail par rapport à l'année précédente, principalement en raison de morts ou de maladies et de ventes en catastrophe. Les ménages qui ont fait état d'une augmentation l'attribuent principalement à davantage de naissances.

Trente-huit pour cent des éleveurs rapportent des difficultés pour commercialiser leur bétail au cours des trois mois précédant l'enquête, plus de la moitié d'entre eux attribuant cette situation à la faiblesse des prix de vente. Cependant, plus de la moitié des personnes interrogées a déclaré que le prix du bétail avait augmenté, ce qui a rendu l'achat d'animaux plus difficile. Les éleveurs disposant d'un revenu provenant d'un emploi non agricole et/ou de cultures de rente ont obtenu de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire que ceux qui dépendent uniquement d'un revenu issu d'activités agricoles.

Au niveau départemental, les éleveurs du Nord-Est et du Nord-Ouest ont rapporté le pourcentage le plus élevé de difficultés de production.

Figure 5. Difficultés dans la production de bétail (pourcentage d'éleveurs interrogés)



Source des données: FAO. 2023. Haïti: résultats de l'évaluation DIEM-Suivi (décembre 2022). Dans: *FAO Plateforme Données en situations d'urgence*. [en ligne]. Rome. [consulté le 3 février 2023] data-in-emergencies.fao.org

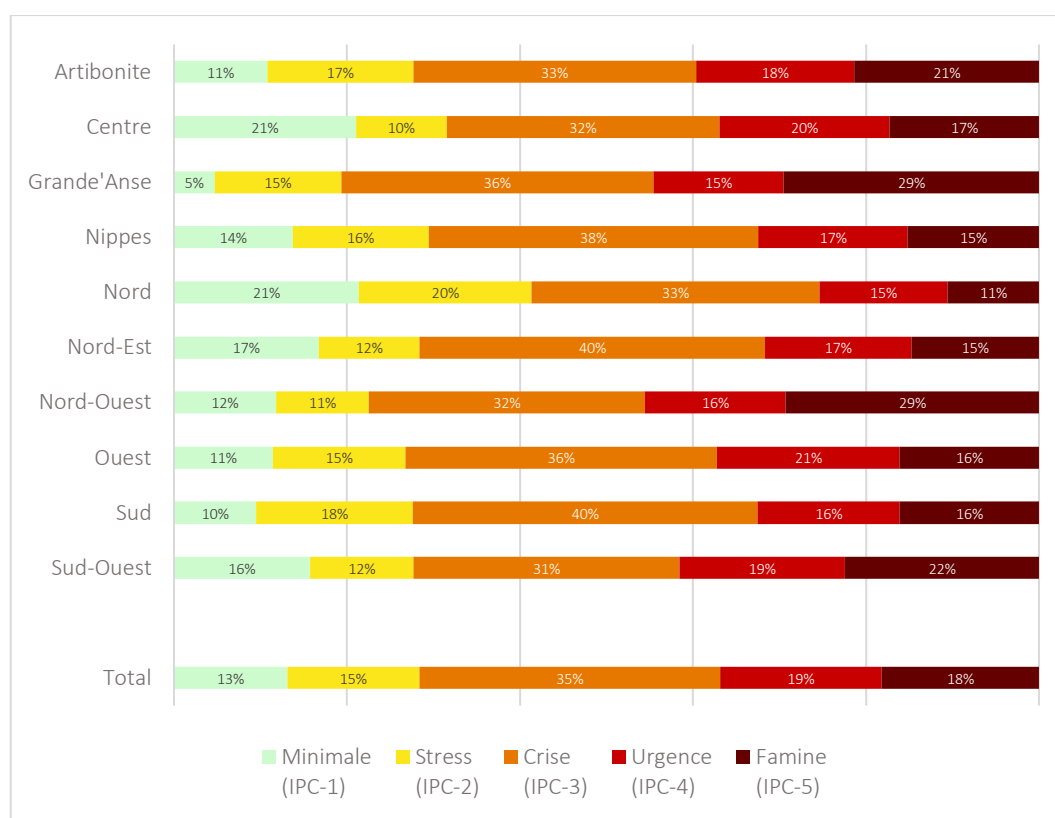
Sécurité alimentaire

De nombreux ménages ont connu d'importants déficits de consommation alimentaire et beaucoup se sont engagés dans des stratégies d'urgence pour éviter d'aggraver ces déficits. Les ménages dirigés par des femmes seraient davantage en situation d'insécurité alimentaire que ceux dirigés par des hommes. Les ménages dirigés par des femmes ont moins souvent recours que ceux dirigés par des hommes à des stratégies d'adaptation telles que la vente de biens productifs et la réduction des dépenses de santé, mais plus souvent à la mendicité.

Les producteurs de cultures (en tant que catégorie de ménages) ont déclaré les niveaux de sécurité alimentaire les plus faibles. Environ 62 pour cent d'entre eux ont rapporté une faible diversification de leur régime alimentaire. Les ménages impliqués à la fois dans la production animale et végétale présentent en moyenne un score de diversité alimentaire des ménages (SDAM) plus élevé, qui demeure néanmoins faible. Les ménages agricoles ont des scores sur l'échelle de la faim dans les ménages plus faibles que les ménages non agricoles. En revanche, les ménages agricoles ont un meilleur SDAM que les ménages non agricoles, ce qui signifie qu'ils ont rapporté une plus grande diversité dans leur consommation alimentaire au cours des 24 heures qui ont précédé l'entretien. Au niveau national, près de la moitié (49 pour cent) des ménages interrogés a adopté des stratégies d'adaptation d'urgence (figure 7) et 38 pour cent ont eu recours à la mendicité. Les producteurs végétaux ont le plus souvent recours à des stratégies d'épuisement.

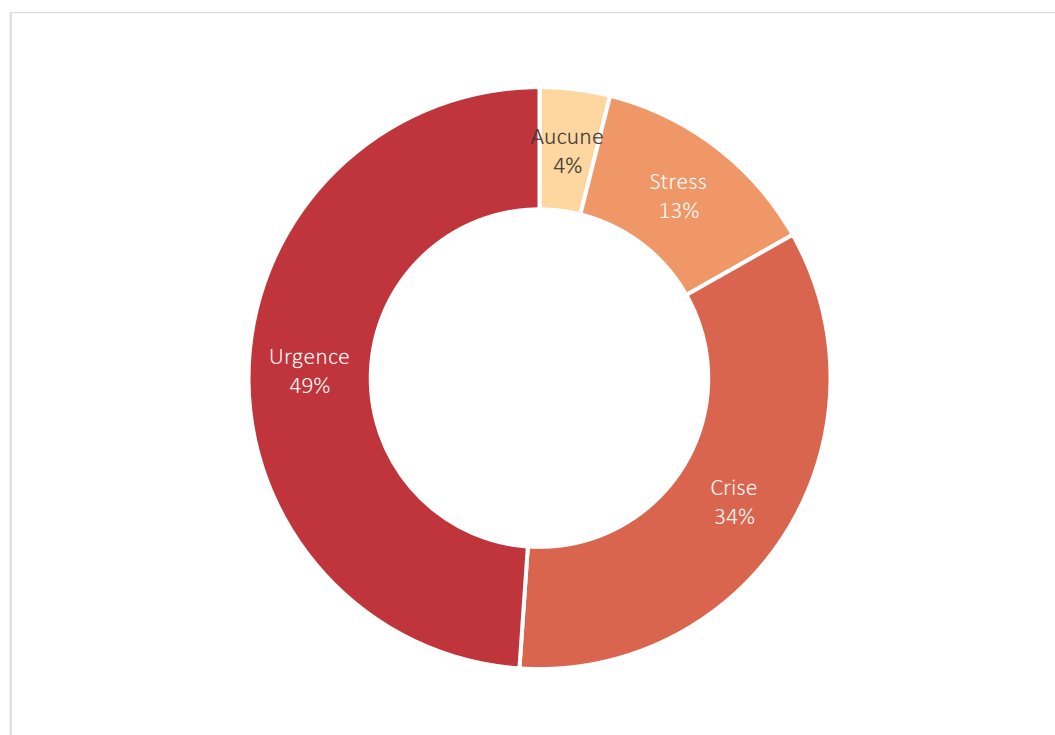
Au niveau départemental, Grand'Anse (notamment la zone de subsistance HT08) et le Nord-Ouest connaissent les plus hauts niveaux d'insécurité alimentaire. En ce qui concerne les zones de subsistance, bien que les habitants de la zone de subsistance HT04 dans l'Artibonite aient obtenu de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire que le reste du département, cette zone reste pauvre. Globalement, le SDAM est plus élevé dans le Nord-Est. Dans le Nord, la zone urbaine du Cap Haïtien présente les meilleurs résultats sur l'échelle de la faim dans les ménages, ce qui indique que les habitants déclarent moins souvent souffrir de la faim.

Figure 6. Scores de l'échelle de la faim dans les ménages (pourcentage de ménages interrogés)



Source des données: FAO. 2023. Haïti: résultats de l'évaluation DIEM-Suivi (décembre 2022). Dans: *FAO Plateforme Données en situations d'urgence*. [en ligne]. Rome. [consulté le 3 février 2023] data-in-emergencies.fao.org

Figure 7. Stratégies d'adaptation des moyens d'existence (pourcentage de ménages)



Source des données: FAO. 2023. Haïti: résultats de l'évaluation DIEM-Suivi (décembre 2022). Dans: *FAO Plateforme Données en situations d'urgence*. [en ligne]. Rome. [consulté le 3 février 2023] data-in-emergencies.fao.org

Besoins

Parmi les ménages interrogés, 95 pour cent ont déclaré avoir besoin d'assistance dans les trois à six mois suivant l'enquête. Parmi eux, 74 pour cent ont requis une aide sous forme d'argent ou de nourriture et 11 pour cent une aide à la scolarisation (accès, matériel et/ou frais). Les besoins en matière de scolarisation sont les plus importants dans le Sud-Est et Grand'Anse. En effet, près de la moitié des ménages de Grand'Anse a cessé d'envoyer ses enfants à l'école comme stratégie d'adaptation (globalement, un tiers des ménages y a eu recours). Six pour cent de tous les ménages ont déclaré avoir besoin de travail, l'Ouest et Grand'Anse présentant les besoins les plus importants. Ces ménages ont également déclaré avoir besoin de prêts et de semences.

Les éleveurs représentent le pourcentage le plus élevé de ménages ayant déclaré avoir besoin de prêts (9 pour cent). Les producteurs de cultures ont à 11 pour cent besoin de semences suivis par les ménages engagés à la fois dans la production de cultures et de bétail (un peu moins de 11 pour cent). Soixante-neuf pour cent des producteurs de cultures (y compris ceux pratiquant aussi l'élevage) ont consommé leurs stocks de semences comme stratégie d'adaptation. Bien que ceux ayant adopté cette stratégie aient déclaré une consommation alimentaire plus élevée, il est possible que la réduction de la consommation alimentaire ne soit que temporairement différée grâce aux stratégies d'adaptation mentionnées. Les départements où les ménages agricoles ont déclaré le plus souvent avoir besoin d'aide sont Grand'Anse (98 pour cent) et le Nord-Ouest (98 pour cent); les besoins sont néanmoins élevés dans l'ensemble des départements.

Recommandations

Le nombre limité d'observations pour certains indicateurs au niveau départemental ne permet pas de déterminer un département prioritaire pour chacune des recommandations ci-dessous. Globalement, nous recommandons de cibler les départements où l'insécurité alimentaire est la plus forte.

Court terme

- > Au vu des résultats de l'enquête, une assistance immédiate est nécessaire pour sauver des vies et protéger les moyens d'existence. Les transferts d'argent et la distribution de nourriture – signalés comme la principale assistance dont a besoin la plupart des ménages – sont probablement les méthodes les plus efficaces à court terme. Grand'Anse et le Nord-Ouest sont les départements où l'insécurité alimentaire est la plus élevée et qui nécessitent davantage d'assistance (sous quelque forme que ce soit).
- > En raison du taux élevé de ménages agricoles déclarant des difficultés de production (75 pour cent), des intrants, tels que des semences de qualité et des animaux, devraient être distribués en vue de la prochaine saison de printemps.
- > Les revenus, un emploi stable et des moyens d'existence diversifiés sont les principaux facteurs liés à la sécurité alimentaire. De nombreux ménages ont fait état d'un besoin d'assistance en termes de scolarisation et d'éducation, et/ou de recherche d'emploi, suggérant que l'accès à du matériel éducatif et à des formations professionnelles serait utile.

Moyen et long terme

- > Plus d'un tiers des producteurs agricoles déclarant un niveau de précipitations ou d'irrigation insuffisant, il est important d'identifier, de construire et d'améliorer la gestion des sources d'eau et des bassins alternatifs.
- > La principale difficulté de commercialisation citée par la plupart des producteurs agricoles étant l'accès au marché (souvent en raison de l'insécurité), la réhabilitation et la construction d'infrastructures permettrait d'améliorer l'accessibilité des marchés et les méthodes de gestion post-récolte pour éviter les pertes et sauvegarder les moyens d'existence.
- > Il est recommandé d'améliorer les soins vétérinaires et l'accès aux aliments pour animaux, en associant une distribution d'animaux, afin de remédier à certaines difficultés de production et limiter les changements de propriétaire du bétail fréquemment signalés.

Notes

¹ Les cycles 1 et 2 ne sont pas comparables au cycle 3 car la méthodologie utilisée a été modifiée.

² **Famine Early Warning Systems Network (FEWS Net)**. 2015. Haiti – Livelihood zones.

Dans: *FEWS Net*. Consulté le 3 février 2023.

fews.net/sites/default/files/documents/reports/HT_Livelihoods_2015.pdf

³ Le terme «pois» a été remplacé par le terme «haricots» dans le questionnaire, ces derniers étant plus couramment cultivés en Haïti. Mais le mot créole désignant les haricots étant très similaire au mot «pois» en français, ceci a pu créer une confusion.



USAID
DU PEUPLE AMÉRICAIN

L'élaboration de ce rapport a été rendue possible grâce au soutien du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu du rapport relève de la seule responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ne reflète pas nécessairement la position de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Contacts

Représentation de la FAO en Haïti

FAO-HT@fao.org
fao.org/haïti/fr | @FAOHaiti
Port-au-Prince, Haïti

Bureau des urgences et de la résilience

Data-in-emergencies@fao.org
data-in-emergencies.fao.org | @FAOEmergencies
Rome, Italie

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Les frontières et les noms et autres appellations qui figurent sur cette carte n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO

FAO. 2023. Haïti: DIEM – Données en situations d'urgence. Bulletin de suivi, cycle 3. Résultats et recommandations, mars 2023. Rome.
<https://doi.org/10.4060/cc5014fr>